

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/244 portant
prorogation du délai de validité de l'autorisation environnementale délivrée par arrêté
préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 modifié
autorisant l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire de la commune de JANS
société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS**

Le Préfet de Loire-Atlantique
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 autorisant la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, dont le siège social est situé 2030, chemin de Queyrel, 13 760 SAINT-CANNAT, à exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 12 MW et d'un poste de livraison sur le territoire de la commune de Jans ;

Vu les recours introduits par des tiers intéressés, à l'encontre de l'arrêté préfectoral 2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 précité, devant la Cour administrative d'appel de Nantes le 29 mai 2020 et le 28 janvier 2021,

Vu l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Nantes en date du 21 mai 2021, qui a sursis à statuer dans l'attente d'un arrêté de régularisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/ICPE/298 du 18 novembre 2021 portant régularisation de l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de JANS par la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS ;

Vu le rejet du pourvoi déposé les 2 juin 2022 par un tiers intéressé devant le Conseil d'État et rejeté par le Conseil d'État le 19 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/146 du 30 avril 2025 portant prescriptions complémentaires d'exploiter un parc éolien constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale de 14,4 MW et d'un poste de livraison sur le territoire de la commune de Jans ;

Vu le courrier en date du 18 juin 2025 de la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, sollicitant une prorogation d'une durée de 29 mois à compter du 20 août 2025 ;

Vu le courrier de la DREAL donnant accord à la prorogation en date du 30 juin 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société PARC EOLIEN DE LA BUTTE NOIRE SAS le 1^{er} juillet 2025 ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 1^{er} juillet 2025.

Considérant que, dans ce courrier, la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS motive sa demande par les contraintes de raccordement au réseau électrique ne permettant pas une mise en service au terme de la validité de l'autorisation initiale d'exploiter ainsi que par les délais d'approvisionnement par les fabricants d'éolienne d'à minima 12 mois à compter de la passation de la commande, qui n'a pu être réalisée avant la délivrance de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025/ICPE/146 du 30 avril 2025 ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-48 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation ;

Considérant qu'en application du II de l'article R. 181-48 du Code de l'environnement, le délai précité a été suspendu du 29 mai 2020 au 19 décembre 2022 pour motifs de recours et qu'en conséquence le délai de trois ans visé supra n'est pas échu ;

Considérant que, conformément à l'article R.515-109 du Code de l'environnement, ce délai de validité peut être prolongé dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, notamment dans le cas où l'exploitant, pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne peut pas mettre en service son installation dans le délai prévu ;

Considérant que le délai supplémentaire demandé par l'exploitant, qui est de 29 mois, n'excède pas celui prévu par l'article R.515-109 du Code de l'environnement ;

Considérant l'article R.515-109 du Code de l'environnement qui précise que « nonobstant les dispositions des deux premières phrases de l'article R.123-24, la prorogation susmentionnée emporte celle de la validité de l'enquête publique » ;

Considérant que la demande présentée par la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, visant à obtenir la prorogation de l'autorisation ICPE d'exploiter un parc éolien sur la commune de Jans, n'implique pas de modification substantielle du projet ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Titre I Dispositions générales

Article 1 : Objet

La durée de validité de l'autorisation environnementale délivrée par arrêté préfectoral n°2020/ICPE/011 du 31 janvier 2020 à la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, portant autorisation d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent comprenant 4 aérogénérateurs et un poste de livraison sur le territoire de la commune de Jans est prorogée de 29 mois, soit jusqu'au 20 janvier 2028 .

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Nantes (2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 NANTES cedex 4) :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-45 ;
- b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société PARC EOLIEN BUTTE NOIRE SAS, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune de Jans.

Article 4 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Jans, ainsi qu'au bénéficiaire de l'autorisation environnementale.

Saint-Nazaire, le 09 JUIL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Nazaire
Suppléant du Sous-Préfet de
Châteaubriant-Ancenis,


Eric de WISPELAIRE

